

DECISION DU PRESIDENT n° 2022-629

Objet : Transport - Versement de l'aide à l'achat d'un VAE à Madame VIGNE Marie-Jeanne.

Le Président de la Communauté d'Agglomération ARCHE Agglo

Vu l'arrêté inter préfectoral n°07-2021-10-28-00006 en date du 28 octobre 2021 entérinant les statuts de la Communauté d'Agglomération ARCHE Agglo,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 2022-599 du 12 octobre 2022 portant délégation du Conseil d'Agglomération au Président ;

Vu la délibération n°2018-112 du 5 avril 2018 arrêtant le schéma des mobilités durables d'ARCHE Agglo ;

Vu la délibération n°2021-033 du 4 février 2021 du Conseil d'Agglomération approuvant le Plan Climat Air Energie Territorial et le programme d'actions associé ;

Vu la délibération n°2021-230 du 12 mai 2021 adoptant la mise en œuvre d'un dispositif d'aide à l'achat de vélos à assistance électrique ;

Considérant la convention de mise en œuvre de l'aide à l'achat de VAE entre ARCHE Agglo et les vélociste partenaires ;

Considérant que toutes les conditions du règlement de l'opération « aide à l'achat d'un VAE » sont remplies, Madame VIGNE Marie-Jeanne peut prétendre à l'aide à l'achat d'un vélo à assistance électrique

DECIDE

Article 1 – D'approuver le versement de l'aide à l'achat d'un vélo à assistance électrique d'un montant de 135 € à VIGNE Marie-Jeanne, 07300 Mauves.

Article 2 - Cette présente décision attribuant une aide de 135 € pour l'achat d'un VAE à madame VIGNE Marie-Jeanne, annule et remplace la décision n° 2022-420 du 7 juillet 2022 lui attribuant par erreur une aide de 150 €.

Article 3 - Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision qui sera transmise au représentant de l'Etat dans le Département, au comptable public et inscrite au recueil des actes administratifs.

Article 4 - La présente décision pourra faire l'objet dans les deux mois de sa publication :

- D'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président,
- D'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lyon.